

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 222

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 31 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

Contre la hiérarchie

Les économiquement faibles  
doivent continuer la lutte  
pour devenir  
économiquement forts

## La liberté du travail

LES lois répressives, les brutalités policières, les moyens de chantage, les obstacles administratifs multipliés, la mise en carte de tous les citoyens, le rétrécissement progressif des dernières zones de liberté s'accompagnent toujours d'une débauche de déclarations dont le thème central est invariablement la défense de la liberté. Les pires dictateurs n'ont que ce mot à la bouche, les pires réactionnaires, les de Gaulle, les Reynaud, les Bidault, les imitent. La liberté est devenue le justificatif des arbitraires, des prisons, des camps de concentration, des expéditions coloniales, de la guerre.

Avec un rare cynisme, elle est également exploitée au sein de troubles sociaux. Là, elle devient la liberté du travail, c'est-à-dire, la liberté pour l'Etat de briser les grèves après en avoir proclamé la légalité.

Nous avons déjà dit ce qu'il faut penser du système de vote au sein de l'entreprise lorsqu'il s'agit de se prononcer pour ou contre la grève ; nous avons dénoncé toutes les pressions, les tractations qui, là comme sur le plan législatif, finiront bientôt par s'imposer. Quoi qu'il en soit un fait demeure, lorsque les travailleurs se sont prononcés à la majorité pour l'action, la minorité doit s'incliner, c'est le principe même de la démocratie défendu par tous les politiciens.

Or, à ce moment, on voit ces mêmes politiciens intervenir et proclamer que la liberté du travail doit être respectée. Pourtant, la minorité a-t-elle le droit de s'opposer aux volontés de la majorité ? Poser cette question c'est y répondre, mais on n'y répond pas. On mobilise les C.R.S., les portes de l'usine sont gardées, la minorité travaille sous la protection des mitrailleuses.

Dans ces conditions la lutte est longue, sanglante souvent, elle n'est plus en fait que la lutte pour la reconquête de la liberté mutilée par ceux-là mêmes qui prétendent la sauvegarder.

Ainsi l'abandon des « grands principes » dont on nous rebat les oreilles, devient dans la bouche des représentants du peuple le moyen légitime de « sauver le pays menacé par le désordre dans la rue » (Bidault dixit).

Sans vouloir même tenir compte de l'immoralité qui se découvre dans le fait que ceux qui travaillent bénéficieront des avantages acquis par ceux qui luttent et qui se sacrifient, on peut affirmer que la liberté du travail, dans ces conditions n'est qu'un moyen qu'exploitent le Patronat et l'Etat en vue d'amener à résipiscence les derniers grévistes.

Elle est une abominable hypocrisie, au même titre que le droit de grève qui ne saurait s'inscrire dans aucune constitution, parce qu'il porte en lui le germe révolutionnaire dont l'irrésistible poussée un jour, les détruira toutes.



REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10  
C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre  
25 francs et la dernière bande

## Encore une fois les dirigeants syndicaux ont saboté les grèves au bénéfice de l'Etat-Patron et du Patronat

Eh bien ! non. Les travailleurs ne sont pas vaincus ! Nous disons que la partie est remise, qu'inévitablement ils devront se mesurer encore avec leurs ennemis. En attendant, une autre bataille doit se livrer. Une bataille longue, sans éclat, ténace, pour préparer les esprits et les cœurs à la prochaine action.

Il faut se rendre à l'évidence : jamais encore n'est apparue sous une lumière aussi crue la trahison de la direction des trois centrales syndicales : C.G.T., C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. Bien que poussées chacune par des considérations politiques divergentes, elles ont trouvé leur point de rencontre commun : pas de grève générale. Leurs actions antérieures au mouvement ont été d'ailleurs toujours à peu près semblables : quant au fond, jamais elles n'ont envisagé une propagande destinée à provoquer une action puissante, jamais elles ne se sont livrées au moindre sondage pour connaître les réactions de la base à des propositions de grève générale.

Et l'on s'explique maintenant pourquoi les transports parisiens, la métallurgie, le textile, le gaz et l'électricité, la Sécurité sociale, les dockers, les gens de mer, les boulangers, le bâtiment ne sont pas entrés dans la lutte tous ensemble, bien que tous étaient décidés à agir. En effet, la simultanéité de ces débrayages aurait pu provoquer un choc psychologique tel que rapidement cette action, limitée primitivement à une dizaine de corporations, gagnant tout le pays, aurait garanti ainsi la réussite de la grève générale.

La peur de se voir déborder par un tel mouvement a donc conduit les centrales à sacrifier une fois de plus les travailleurs pour la sauvegarde des intérêts politiques et des fauteuils administratifs.

Les mouvements de grève amorcés il y a plus d'un mois par les vaillants de chez Renault s'éteignent, traînent, s'éteignent ici, raniment là-bas, quelques flammèches d'une durée éphémère. La classe ouvrière, front courbé, retourne à ses outils, indifférente semble-t-il aux efforts de ceux qui, encore, maintiennent le combat. Si l'on se borne à un examen superficiel de la situation, on peut conclure rapidement : les jeux sont faits, les travailleurs sont vaincus, patronat et gouvernement triomphent.

La C.G.T.-F.O., fidèle à sa mission « occidentale », se livre à un antistalinisme allant jusqu'au sabotage, comme chez Renault et au Métro, et n'oublie pas par ailleurs que Jouhaux est au Conseil Européen, qu'une grève générale peut avoir des conséquences graves, celle par exemple de renforcer le bloc stalinien, ou encore de « dégénérer » en quelque prise de possession absolument inacceptable.

Mais nous sommes encore loin d'une telle éventualité car elle ne serait ni nécessairement que l'aspect européen d'une entente mondiale. Cependant on peut penser que les efforts diplomatiques qui se succèdent actuellement chez les Occidentaux tendent à prévoir un tel accord par l'organisation préalable d'une Europe aux fins de la soustraire à l'influence commerciale et, partant, politique russe.

Que le chancelier Adenauer se soit par deux fois adressé au journaliste américain Kingsburg-Smith afin de proposer une alliance franco-allemande (après retour de la Sarre à son pays) alors qu'il est notoire que des sondages aient été effectués par lui-même auprès du gouvernement oriental de Berlin, procède d'un chantage politique qui illustre parfaitement l'objet de cet article. Et l'on entend depuis lors s'élever des voix en sa faveur. De Gaulle, bien qu'il se soit ridiculisé avec son Charlemagne, s'aligne sur la tendance. Max Cloy nous apprend qu'il n'est pas EN-

La C.F.T.C., c'est M. Bidault, c'est la pérennité des formes sociales actuelles, c'est le syndicalisme « respectueux et respectable ».

Et les trois centrales se retrouvent encore autour d'un autre point commun : la hiérarchie, et la défendent en collaboration, cette fois avouée, avec le gouvernement, la C.G.C. et le patronat.

Défenseurs asservies de la classe ouvrière, elles sont en fait ses pires ennemis parce qu'elles s'identifient à un

par ERIC-ALBERT

Le système social qui est à l'origine de toutes les misères, de toutes les injustices, de tous les arbitraires.

Coiffant le tout, le gouvernement maître de l'Etat, ayant à sa disposition une Constitution qu'un simple décret transforme à sa convenance, assuré du soutien inconditionnel du Patronat et du soutien politique de SES syndicats, a pu opposer un front puissant aux harcèlements sporadiques des travailleurs. La

## L'Allemagne, pierre de touche des relations russo-américaines

DES que s'esquisse le moindre signe de détente entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., se pose le problème allemand. On ne peut en effet concevoir de paix durable (personne ne parle jamais de paix perpétuelle) sans qu'une solution acceptable pour les deux parties n'en soit découverte.

Or, la situation présente de l'Allemagne, bien que ne pouvant se prolonger indéfiniment, offre aux Soviétiques des possibilités de pression diplomatique à peu de frais dont l'Occident est certainement conscient, mais que l'on feint d'ignorer.

On sait que la République Fédérale de Bonn est d'ores et déjà en butte à des difficultés économiques qui ne peuvent que s'aggraver du fait que ses débouchés traditionnels : l'Europe Orientale et naturellement l'U.R.S.S. lui sont virtuellement interdits. Son expansion vers de nouveaux marchés, à l'Occident, se heurte à la concurrence, sinon à l'hostilité des autres compétiteurs, l'Angleterre en particulier. Bien que l'existence d'un budget militaire favorise ses exportations, l'Allemagne de l'Ouest se sent trop à l'étroit sur des marchés déjà saturés à cause du rétrécissement quasi universel du pouvoir d'achat. Et deux millions de chômeurs illustrent avec assez d'éloquence les prémices d'une crise qui ne peut être jugulée qu'en abattant les barrières politiques s'opposant à l'écoulement logique de sa production vers l'Est.

Si la République populaire allemande souffre de restrictions, Bonn souffre d'un manque de débouchés intérieurs et extérieurs qui se traduit par le déséquilibre économique engendrant à son tour chômage et troubles sociaux. Cette situation fait le jeu du Kremlin, elle apporte un élément supplémentaire de confusion dans le camp adverse.

Ces contingences économiques ne sont pas sans influencer profondément et les relations russo-américaines et celles des Etats européens occidentaux. Si un accord au sujet de l'Allemagne doit se réaliser entre la Maison-Blanche et le Kremlin, si Berlin redevient la capitale de tout l'ancien Reich groupé autour d'un gouvernement unique, si les troupes d'occupation résignent leurs pays respectifs, bref, si l'Allemagne redevient un pays unifié et libéré de pressions extérieures, c'est que l'on aura décidé qu'elle sera sphère d'influence ou de l'un ou de l'autre. On ne peut en effet concevoir, dans la conjoncture mondiale actuelle, qu'une nation comme l'Allemagne sans laquelle

L'Europe serait vouée à la paralysie, puisse tenir la balance égale entre les deux colosses et du même coup voir s'agglomérer autour d'elle au moins la partie occidentale de l'Europe et ce au détriment des U.S.A.

Mais nous sommes encore loin d'une telle éventualité car elle ne serait ni nécessairement que l'aspect européen d'une entente mondiale. Cependant on peut penser que les efforts diplomatiques qui se succèdent actuellement chez les Occidentaux tendent à prévoir un tel accord par l'organisation préalable d'une Europe aux fins de la soustraire à l'influence commerciale et, partant, politique russe.

Que le chancelier Adenauer se soit par deux fois adressé au journaliste américain Kingsburg-Smith afin de proposer une alliance franco-allemande (après retour de la Sarre à son pays) alors qu'il est notoire que des sondages aient été effectués par lui-même auprès du gouvernement oriental de Berlin, procède d'un chantage politique qui illustre parfaitement l'objet de cet article. Et l'on entend depuis lors s'élever des voix en sa faveur. De Gaulle, bien qu'il se soit ridiculisé avec son Charlemagne, s'aligne sur la tendance. Max Cloy nous apprend qu'il n'est pas EN-

CORE question de réarmer l'Allemagne, François-Poncet affirme que l'alliance franco-allemande est une nécessité vitale, il ajoute que la place de ce pays au Conseil Européen doit être ré-

(Suite page 2, col. 1.)

## Prolétariat intellectuel 3- LA VIE ESTUDIANTE - LES FAITS

POUR nous, les étudiants sont des individus qui suivent les cours des établissements de l'enseignement supérieur, tels que les Facultés (Lettres, Sciences, Beaux-Arts, Médecine), l'Ecole des Mines, les Ponts et Chaussées, etc., en vue d'acquiescer une formation professionnelle ou intellectuelle poussée.

Du point de vue économique, ces étudiants se répartissent en plusieurs catégories. En gros, il y a environ 40 % d'étudiants privilégiés, 50 % d'étudiants « moyens » et 10 % d'étudiants très défavorisés. Nous laisserons de côté, pour l'instant, le mode de vie des étudiants

riches comme celui des étudiants très pauvres, pour nous occuper de la vie réelle, à la vie estudiantine dont la description est l'objet du présent article.

La vie économique, donc, de la moyenne des étudiants s'organise automatiquement dans le cadre des institutions existantes, aussi imparfaites soient-elles, étant donné que leurs ressources (8.000 à 15.000 fr. par mois) ne leur donne pas la possibilité de s'en passer. La plus importante de ces institutions est le Copar, parisiens des Copars actuels en faveur des étudiants (Copar). L'argent qui alimente le Copar provient pour une part de philanthropes (Les Œuvres de Mme la Duchesse...), pour une autre part de l'Etat (le bon vouloir de M. le Ministre...). On comprend donc facilement le désordre, l'incompétence, l'arbitraire, le favoritisme et surtout l'irresponsabilité qui s'y donnent libre cours. Le Copar gère (sic) les restaurants universitaires où tout étudiant a droit à deux repas par jour, moyennant 1 ticket par repas, que l'on remet au contrôle après une heure de queue. ticket obtenu en payant 60 fr. au guichet du siège du Copar (15, rue Soufflot), auquel deux autres heures de queue ont donné accès. Ces restaurants sont gérés soit directement par le Copar, soit indirectement, le Copar contrôlant des organismes privés qui se chargent de la distribution des repas.

Les repas comprennent théoriquement 1 hors-d'œuvre ou potage, 1 plat de viande, 1 plat de légumes, 1 dessert et 1 morceau de pain. Disons tout de suite que la pitance servie sous ces appellations n'est pas toujours très digeste (le bruit court de certains bénéfices « spéciaux » réalisés sur le dos des étudiants par les très vertueuses directions de non moins vertueux foyers d'étudiants). De plus, il existe aussi deux restaurants médico-sociaux et 1 de régime où les repas sont de qualité (ce qui ne veut pas dire qu'il y règne une hygiène bien sévère, ni qu'ils soient réservés aux vrais ayants droit). La valeur théorique du repas est de 90 fr. (30 fr. étant versés par l'Etat). Or il est question d'une

augmentation... de la part de l'étudiant, évidemment. Parmi les multiples services du Copar, notons un bureau du logement, un service médical, un bureau des spectacles, un service social et on ne peut certainement pas leur faire le reproche de l'amabilité dans leur accueil, ni de la célérité dans leur activité.

Pour les « pistonnés » et les étrangers « distingués », c'est-à-dire qui ont de l'argent, existe la Cité Universitaire, institution publicitaire comportant chambres spacieuses, restaurant, cinéma, jardins, piscine, etc., dont bénéficient ceux qui en ont le moins besoin. Gérée par des bureaucraties, la Cité est une façade pour éviter aux étudiants « respectables » d'être indisposés par la vue de

(Suite page 2, col. 3.)



Abonnez-vous

Nom : .....  
Prénom : .....  
Rue : .....  
Lieu : .....  
Département : .....  
déclare souscrire un abonnement au Libéraire pour une durée de  
6 mois (1) ..... 250 fr.  
1 an (1) ..... 500 fr.  
et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561-76 Paris, Robert Joulin.  
(1) Barrer la mention inutile.









# CULTURE ET RÉVOLUTION



PROBLÈMES  
ESSENTIELS

## II. - Etat et organisation sociale

LE BILLET DU MILITANT

## SÉCURITÉ SOCIALE et allocations familiales

VOYONS encore ce qu'écrivait Bakounine lorsque, se trouvant en Suisse, il analysait l'évolution de la société :

« La centralisation économique est une des conditions essentielles de développement des richesses et cette centralisation eût été impossible si l'on n'avait pas abandonné l'autonomie des cantons. »

« Que faire alors ? Retourner à l'autonomie politique des cantons est chose impossible. Conserver la centralisation politique n'est pas désirable. »

« Le dilemme ainsi posé n'admet qu'une solution : c'est l'abolition de tout Etat politique, tant cantonal que fédéral, c'est la transformation de la fédération politique en fédération économique, nationale et internationale. »

« Telle est la fin vers laquelle évidemment marche aujourd'hui toute l'Europe. »

Indiscutablement, on ne peut pratiquer la centralisation économique sans une organisation correspondante et on ne peut, non plus, parler de fédération économique nationale et internationale, s'étendant à toute l'Europe, sans une organisation coordonnée par des centres techniques, soit pour l'extraction et la répartition des minerais, du combustible et de l'énergie, qui de nos jours est, plus qu'un problème européen, un problème mondial ; soit pour la distribution des matières premières et des engrais chimiques, soit pour la fabrication des produits industriels, soit pour l'orientation harmonieuse de l'agriculture en vue de satisfaire les besoins de tous les peuples.

Kropotkine, qui dans sa conception humaniste de l'économie, préconisait toute la décentralisation possible — et dont, sur ce point, les idées et l'interprétation des statistiques sont souvent discutables — n'en prévoyait pas moins une organisation aussi complexe que les besoins humains et les activités devant les satisfaire. A la loi artificielle de l'Etat il opposait, lui aussi, les lois naturelles qui l'ont précédée, qui coexistent avec elle, et vraisemblablement lui survivront :

« Nous nous représentons une société dans laquelle les relations entre les membres sont réglées non plus par les lois, mais par des engagements mutuels, librement consentis et toujours révocables, ainsi que par des coutumes et usages, aussi librement agréés. » (1).

Ces lignes furent écrites il y a près d'un demi-siècle. Depuis, l'interdépendance des hommes, des collectivités, des activités et des fonctions a augmenté, si bien que nous faisons nos réserves sur les « engagements mutuels », car les paysans de tel village n'auraient pas à fournir obligatoirement des produits agricoles contre la potasse qu'ils recevraient de telle région, les tissus qu'ils recevraient de telle ville, les machines qu'ils recevraient de telle autre.

Et nous les faisons aussi sur la possibilité que ces engagements soient « toujours révocables » si l'on était tenté d'interpréter ces mots dans le sens de manquement fantaisiste à la parole donnée, ce qui n'entrerait certainement pas dans la pensée kropotkineenne. Mais la conception fédéraliste de Kropotkine ne suppose pas l'absence

de centralisation, si l'on entend par ce mot la coordination d'activités convergentes ou ayant un but commun. C'est pourquoi, résumant l'activité créatrice de la Première Internationale, il écrivait :

« L'idée de communes indépendantes pour les groupements TERRITORIAUX et de vastes fédérations de métiers pour les groupements PAR FONCTIONS SOCIALES — les deux s'enchevêtrant et se prêtant appui pour satisfaire les besoins de la société — permet aux anarchistes de concevoir d'une façon concrète, réelle, l'organisation d'une société affranchie » (1).

Or, déjà à l'époque dont parlait Kropotkine, les fédérations de métiers étaient des organismes qui couvraient un pays entier (en Espagne particulièrement) ou tendaient à le couvrir. Est-il besoin de dire que leur bureau fédéral était chargé de synchroniser, et souvent d'orienter les activités générales ou celles des différentes régions ?

Mais nous avons déjà vu qu'avec Bakounine ces fédérations rattachées au cadre national. Nous pourrions même citer telles lignes où le fondateur de l'anarchisme révolutionnaire prévoit la fédération universelle des peuples et de leurs activités.

Plus tard, les anarchistes socialistes, collectivistes d'abord, communistes ensuite, n'en sont donc pas restés aux fédérations de métiers de caractère national. Devant l'évolution des formes de la production, ils ont accepté ou préconisé (organisé en Espagne) les fédérations d'industrie, puis l'union internationale de ces fédérations.

Ceux qui croient que quand nous repoussons l'Etat nous repoussons également les organisations nécessaires à la vie, se trompent donc lourdement. Et un assez grand nombre de person-

nes apparemment en désaccord avec nous sont d'accord en fait. Dans ce cas, il s'agit d'une question de mots, de définition plus que de principes ou de conception de la société nouvelle. Mais on comprendra aussi que nous avons raison de nous opposer à confondre Etat et organisation, centralisme gouvernemental et coordination naturelle, ministères et centres techniques de direction élus par les différentes organisations auxquelles ils appartiennent sans sortir jamais de leur cadre.

Même si l'on admet — et je suis de ceux-là — la constitution dans une société libertaire d'une Confédération Générale du Travail, réunion de toutes les organisations industrielles, techniques, agricoles, scientifiques, etc., et ayant un comité supérieur pour régler toutes les activités grâce à un contact permanent des directions techniques, le comité supérieur constitué par ces différentes branches d'activités ne serait toujours qu'une partie de l'organisation constituée. Il ne sortirait pas de son cadre, il resterait toujours sous sa dépendance.

Par conséquent, l'importance des bureaux et officines, le nombre des délégués nommés aux divers échelons des fonctions techniques, d'administration et de direction ne permettent pas, raisonnablement, de parler d'Etat. Dans un continent où vivent cinq cents millions d'habitants qui travaillent, mangent, s'habillent, voyagent, s'instruisent, se divertissent, se soignent, se reproduisent et meurent, des milliers et des dizaines de milliers d'organismes, qui sont des travailleurs spécialisés, ne constitueraient pas un Etat. Car ils ne se situeraient pas en marge de la société, ils n'auraient pas le pouvoir de faire des lois, ils ne disposeraient pas de force de coercition pour obliger à s'y soumettre.

Par contre, le simple roitelet, sans ministre ni secrétaire, même s'il n'est pratiquement qu'une figure décorative, est déjà l'Etat, car il se situe en marge de la société naturellement constituée, il se place au-dessus d'elle et, en principe, il a le droit de commander et d'imposer sa volonté. Seules l'émancipation et l'incapacité et le manque de moyens matériels pour se faire obéir ou pour agir comme un roi.

Et si l'on nous demande pourquoi nous nous obstinons à repousser ce mot d'Etat, puisque, au fond, la conception qu'en ont certains partisans sincères de l'émancipation humaine ne diffère pas de notre conception de l'organisation sociale nous répondrons que quand il s'agit de questions aussi graves le choix des mots est très important. Pour la majorité des hommes, le mot Etat, comme le mot gouvernement, comme le mot police, signifie bien ce qu'il exprime dans l'actualité, et continuer à l'employer c'est maintenir en lui la conception étatiste, gouvernementale et policière, et, automatiquement, laisser les esprits enchaînés à la tradition autoritaire.

C'est en même temps favoriser, grâce à cette confusion, l'action de ceux qui veulent la résurrection de l'Etat véritable parasitaire, oppresseur et exploiteur, le nouveau triomphe de ceux qui sont toujours à l'affût d'occasions favorables pour imposer leur dictature et de nouvelles formes de spoliation.

Le cancer statique est une maladie trop sérieuse pour que les hommes qui ne la désirent pas se prêtent, involontairement mais d'une façon certaine, à sa prolongation ou à sa résurrection.

Gaston LEVAL.

- (1) La Science Moderne et l'Anarchie.
- (2) Autour d'une vie.

## POUR RESORBER LE CHOMAGE : LA GUERRE

Le chômage se présente dans les pays industrialisés avec les mêmes causes et les mêmes symptômes. L'absence de subordination des modes de production, de consommation et d'échange à des fins sociales représente la cause majeure. Les économistes se creusent la tête pour que les coûts de production et les prix de vente se ramènent au niveau des capacités d'achat des consommateurs.

Mais dans un système économique où l'accumulation des capitaux est une fin en soi, toute recherche en vue d'en sortir sans rien toucher aux cadres du cercle aboutit à la quadrature du cercle. Quoique les économistes distingués considèrent comme utopique la suppression du régime capitaliste, déjà ce système est passablement battu en brèche par l'Etat lui-même dont le but est de planifier la production tout en maintenant l'accumulation individualiste des capitaux.

Il est d'ailleurs surprenant de constater que les pays comme les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, qui prônent la libre entreprise comme base de leurs conceptions économiques en arrivent à donner à l'Etat de gros moyens d'action pour pallier l'anarchie de la production.

Restreindre la capacité de production, diminuer le rendement, abandonner le machinisme, il ne saurait en être question.

Que l'excès de vitalité du régime capitaliste fortifie l'arbitrage de l'Etat ; que les chômeurs deviennent lorsqu'ils sont jeunes et entreprenants des gardes mobiles, des policiers ou des militaires !

Tout ce qui est élagué par la rationalisation de la production peut être utilisé pour rationaliser la défense politique à un moment où les concurrents en vue du Pouvoir sont nombreux.

### La guerre pour résoudre la crise

Ainsi le perfectionnement du machinisme ne sert pas à humaniser le travail en le rendant moins fatigant, moins long. Il n'est que le produit de la concurrence que se font les capitalistes intérieurs et extérieurs.

La machine baisse les coûts de production, les consommateurs solvables diminuent et les masses de marchandises augmentent.

Il est vrai que la guerre est un débouché idéal. Et les statistiques tant anglaises qu'américaines, montrent bien

que les reprises économiques coïncident avec les politiques d'armement : la 2<sup>e</sup> guerre mondiale a liquidé une grande crise, celle de 1920-1936, mais la technologie stimulée par la guerre et par la nécessité de remplacer le soldat dans les usines ouvre la voie aux crises ultérieures qui, bien mieux que les propagandes, battent en brèche les frontières et les économies autarciques.

Personne n'y peut rien, disent les économistes. Nous acceptons que nos analyses théoriques ne changent pas le

par ZINOPOULOS

circuit du déterminisme économique, mais nous allons essayer d'en tenir compte.

Alors du musée des antiquités, on sort les grands travaux ; les allocations de chômage donnent quelques piécards de morphine à la misère et le coût de la vie de ceux qui ont la chance de travailler s'élève d'autant. Et les capitaux liquides et médians dorment, sont colorés ou se dissimulent sous des valeurs étrangères plus sûres.

Impôts directs et indirects bouchent quelques trous du déficit budgétaire. Intermédiaires, bailleurs de fonds, spéculateurs en s'enrichissant deviennent les fermiers généraux et percepteurs de l'Etat.

### Le circuit connu

Les bourgeois éclairés demandent à leurs pairs de faire quelques concessions au prolétariat. « Votre droit de propriété deviendra caduc, disent-ils, si vous ne faites pas quelques sacrifices. Les Révolutions vous balayeront après que l'opinion aura fait la preuve de votre inutilité sociale. »

Sentimentalisme, pour l'appareil de production capitaliste, aussi abstrait et anonyme que l'Etat. Il détermine les agissements des chefs d'entreprises dont les graphiques sont emportés dans les tourbillons du marché. Produire, produire, c'est le mot magique, et la machine s'affole jusqu'à ce que l'équilibre impossible la stoppe. Une trop grande production c'est la misère, la ruine pour le paysan, les faillites commerciales, la fermeture des usines, le désarroi de l'Etat, le ferment des idées révolutionnaires, l'agitation des dictateurs de gauche et de droite jusqu'à ce que la politique d'armement en ouvrant de larges débouchés sème la confiance, étend le crédit, resorbe le chômage et

donne l'illusion de la prospérité au prix de la catastrophe qui vient.

Et tout recommencera. On nous rebattra les oreilles avec le juste prix et le juste salaire tandis que, les gros consortiums deviendront plus intraitables.

On parlera de faire des ouvriers qualifiés pour que la machine ne puisse trouver des manœuvres à chasser de l'usine, on parlera de chasser les femmes et les jeunes hommes de la production pour que les adultes trouvent place. Le chômage chassé ici réapparaîtra là.

Sous-consommation, rémunération insuffisante, richesses mal réparties le nourriront.

Chômage saisonnier, chômage cyclique, chômage structurel, autant de qualificatifs seront utilisés par les médecins du capitalisme pour préciser la maladie dont il souffre, maladie qui jette les travailleurs dans la détresse et le désespoir, moment propice attendu par les « sauveurs ».

### Le remède

Nous n'ignorons pas les énormes tâches que les travailleurs devront assumer pour en finir avec ce désordre économique et gérer eux-mêmes les coopératives de production et les coopératives de consommation harmonisées par un Conseil économique.

Nous n'ignorons pas que les intermédiaires, les spéculateurs, les cafistres (4) auront la vie dure, mais les leçons de l'expérience, l'éducation sociale en ouvrant les yeux des générations les feront maîtres de leur destin : l'élimination de dangereuses formes économiques qui se jouent tragiquement des hommes créera les conditions de la solidarité sociale et la communalisation de l'agencement administratif permettra d'économiser les services imposés de l'Etat.

C'est là le remède du chômage et de ses conséquences sur la société, sur l'homme et sur la vie.

C'est là le remède aux fléaux que l'on nous présente comme de grandes révolutions techniques. C'est là le remède et le prix de la guérison de 500 millions d'hommes, et c'est surtout le moyen de venir en aide à 1 milliard et demi d'hommes chônés sur les rives d'un progrès meurtrier et fécond.

(1) Les CAFISTES, du mot CAF : carrelage + assurance + fret) représentent les vingt grandes sociétés internationales qui achètent à des prix fermes la production paysanne pour l'écouler sur les places mondiales où les cours sont les plus hauts.

Nous avons donné, la semaine passée, en quelques lignes, notre point de vue sur les anarchistes et le « Tout ou Rien ».

Examinons aujourd'hui notre attitude en face de cas particuliers. Nous verrons comme l'on peut, en restant sur une position parfaitement critique, ne pas tomber dans le verbalisme « café ».

Ce ne sont pas les arguments — et les faits — qui nous font défaut : le « Libéraire » a déjà publié maints articles à propos de la S.S. ou des Allocations. Ce qui est déficient souvent, c'est la manière dont nous ordonnons notre exposé, dont nous exposons notre critique.

Il faut toujours — et d'abord — souligner que Sécurité Sociale et Allocations Familiales sont en principe des institutions qui s'inspirent de la formule « A chacun selon ses besoins ». Elles sont une reconnaissance du bien-fondé des thèses communistes et mutualistes. Si elles sont, de la part de l'Etat, une hypocrisie, elles sont donc « un hommage que le vice rend à la vertu ».

Pas plus qu'on ne peut reprocher à un malade de trop profiter de la Sécurité Sociale, on ne peut faire reproche à des enfants d'exister sous prétexte que les parents sont maintenant dans l'ignorance par l'Etat et les Eglises !

En société libertaire, les familles nombreuses (ce fut le cas dans les collectivités espagnoles) recevaient davantage de produits et de services que l'individu ou le couple seul.

Ce n'est donc pas au principe de la Sécurité Sociale ou des Allocations Familiales que s'en prennent les libertaires puisqu'ils y voient une preuve de la pénétration des idées qu'ils défendent.

Ils s'attaquent aux formes de réalisation et aux buts ignobles que poursuivent l'Etat et les Etatistes en faisant d'institutions dont le principe est juste des facteurs de régression sociale.

Alors, mais alors seulement, après avoir bien précisé notre point de vue sur le fond de justice sur lequel sont basées Sécurité Sociale et Allocations Familiales, interviennent nos critiques. Elles ont déjà été exposées en détail dans le « Libéraire » et nous ne ferons que les résumer :

1<sup>o</sup> Sécurité Sociale et Allocations Familiales sont gérées par une administration toute puissante, brouillonne, tatillonne, bureaucratique à l'extrême. Ainsi, elles coûtent très cher et les travailleurs n'en tirent que des avantages réduits par rapport aux retards et impôts subis ;

2<sup>o</sup> Elles sont un pas non vers le vrai socialisme mais vers l'étatisme totalitaire puisque l'Etat en est le seul maître et que les travailleurs n'en peuvent avoir aucun contrôle réel. Elles contribuent à donner aux masses cette psychologie qui consiste à tout attendre de l'Etat, et à perdre confiance dans leurs capacités, et dans les possibilités des syndicats, coopératives, mutuelles, conseils ouvriers, etc. ;

3<sup>o</sup> De plus, en ce qui concerne les Allocations Familiales, l'Etat, plus que d'aider les enfants, vise au l'appât. Il a fait des Allocations Familiales, concession à une opinion publique favorable à un minimum de justice sociale, une prime à la fabrication de chair à canon et de chair à travail. La collectivité paie le manque de discernement d'une minorité dont le laisser-aller, la paresse ou la cupidité sont encouragés ;

4<sup>o</sup> Les « réformes » de ce genre consenties aux travailleurs par l'Etat et le patronat sont des mesures dan-

### POUR LA PROPAGANDE

#### DEMANDEZ LES PAPILLONS

#### « LE LIBERTAIRE »

#### Le seul Journal Révolutionnaire

Le cent 30 fr. franco 45 fr.  
Les 500 150 fr. franco 180 fr.

La F.A. vient d'éditer une affiche triangulaire d'une excellente portée publicitaire ! Groupes, passez vos commandes !

par 60 affiches : franco 165 fr.  
par 120 affiches : franco 310 fr.  
par 180 affiches : franco 460 fr.

Mort 570 fr. (640 fr.). — A. ROESTLER : Le Zéro et l'Infinit, 200 fr. (230 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — J. VALTIN : Sans Patrie ni Frontière, 550 fr. (665 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 480 fr. (560 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportés en Sibérie, 295 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Affaire Toulouze, 380 fr. (425 fr.). — GUY VINAREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.).

### HISTOIRE

A. SERGENT et G. HARMEL : Histoire de l'anarchie, tome I, 690 fr. (785 fr.). — L. ISSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — C. LAPORTE : Histoire de la Guerre (fasc. I, 250 fr. (295 fr.)). — (fasc. II, 250 fr. (295 fr.)). — (fasc. III, 300 fr. (345 fr.)). — (fasc. IV, 300 fr. (345 fr.)). — (fasc. V, 300 fr. (345 fr.)). — Bobards 39-45 : 300 fr. (330 fr.). — François BARRETT : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.).

### REVUES

« Etudes Anarchistes », n°s 2, 3 et 5, le N° 40 fr. — « La Révolution Proletarienne », le N° 40 fr. — « Défense de l'Homme », le N° 40 fr. — « L'Unique », n° 46, le N° 15 fr. — « L'Idée libre », le N° 20 francs.

### SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre

gereuses en ce qu'elles créent des illusions.

Le capitalisme et l'Etat prennent la grosse part du revenu social et en distribuant des miettes, peuvent faire croire à leur générosité et à une transformation sociale légale.

Mais nos critiques incessantes et acerbes doivent être fondées, appuyées sur l'expérience des travailleurs : la critique d'une institution qui donne satisfaction ne porte pas.

Nous devons dire : nous sommes contre ces falsifications de socialisme, contre ces escroqueries. Ce que nous voulons, ce n'est pas un retour à l'ancien système, c'est :

- Une vraie Sécurité Sociale,
- Une vraie Sécurité Familiale,
- Une vraie Socialisation,

organisées et contrôlées par les syndicats, les conseils ouvriers, les usagers.

Nous voulons par là des mesures vraiment socialistes.

GEORGES.

## ALA DEVANTURE DU LIBRAIRE

SOUS le titre « Finis hatomorum ? La Fin des Francs-Maçons », les Editions de l'Ermite viennent de publier l'ouvrage posthume du célèbre historien maçonnique Albert Lantoin.

Albert Lantoin analyse la décadence de la maçonnerie. Selon lui, les principales causes de décadence sont avec la constitution en églises, en obédiences signifiant une sorte de Pouvoir Central, le désir d'être à la parité, de faire de la propagande. Lantoin se prononce contre les « tenues blanches », le recrutement dans le tout-venant : partisans, ambitieux, politiciens, la publication de bulletins, en un mot la vulgarisation (au sens étymologique du mot) de l'ordre.

Lantoin voit à la décadence de la maçonnerie les mêmes causes qu'à la décadence de la catholicité.

L'auteur préconise comme remède l'indépendance des loges, la suppression des obédiences qui ont pu, jadis garder sa pureté à la maçonnerie.

Lantoin ramène sa conception de la maçonnerie au Libéralisme. Il repousse l'Humanitarisme, et montre un soulèvement de conformisme par rapport aux lois et Etats. Un certain nationalisme n'est pas absent non plus de sa pensée. Nul doute donc que son livre ne soulève de nombreuses polémiques. Bien des maçons même ne reconnaîtront pas ce qui est pour Lantoin l'évidence dégénérée, cence de la maçonnerie.

Il n'empêche que ce livre sincère et attachant, trouvera un large public non seulement chez les Francs-Maçons mais chez tous ceux qui s'intéressent au domaine de la pensée et à l'histoire des puissances spirituelles.

Jean-Louis Bédouin vient de publier chez Pierre Seghers, un ouvrage sur André Breton.

\*

J.-L. Bédouin nous présente un excellent choix de textes qui donneront aux profanes le désir puissant de le connaître davantage.

La préface de J.-L. Bédouin montre une intime connaissance de Breton et du surréalisme. Remarquons-le en particulier de mettre en lumière le témoignage pour la liberté qu'est l'œuvre — donc la vie — de Breton, non seulement la liberté conquise comme une libération, comme une liberté négative, mais la liberté « propriété fondamentale de l'être ».

Ce petit livre aidera aussi à rappeler que l'improbable lutte à mener contre la notion chrétienne du péché et toutes les églises leurs interdits et leurs morales ignobles, en un mot la lutte pour « transformer radicalement les structures mentales sur lesquelles nous continuons à fonder nos mœurs et nos institutions », ne passe pas forcément par le chemin d'un « rationalisme » simpliste.

\*

Les Cahiers Socialistes (revue indépendante de critique sociale, numéro de mars) nous offrent quelques articles intéressants : « Socialisme et Libéralisme » de M. Adlès par exemple et surtout « Structure du Socialisme » par notre ami Ernest, dont l'article constitue une excellente analyse de l'impasse du socialisme réformiste.

FONTAINE.

## Etudes Anarchistes

Abonnements. — France : 5 numéros : 175 francs ; 10 numéros : 350 francs. — Etranger : 5 numéros : 200 francs ; 10 numéros : 400 francs.

Le numéro : 40 francs.

Versements. — C.C.P. 4785-45 PARIS, FONTENIS, 7, rue Fessard, Paris. — L'adresse de Fontenis n'est valable que pour les versements. Tout le correspondant doit être adressé à R. JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris.

Le numéro 6 est en préparation avec la fin de l'étude de Leval sur la monnaie, la suite du débat sur le syndicalisme.

L'administration fait aux abonnés (5 numéros) un pressant appel pour le renouvellement de leur abonnement, afin que des rappels (frais de timbres) soient évités.

TOUJOURS D'ACTUALITÉ...

Jehan RICTUS

## LES SOLILOQUES DU PAUVRE

Chez votre Libraire... Frs 345

INTERCONTINENTALE-POSTARD

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris

### CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire : 15 fr. (25 fr.).

G. BERNERI : Guerre des Classes en Espagne, 25 fr. (35 fr.).

F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BERNARD : Le Fédéralisme Libertaire, 10 fr. (20 fr.).

C.-A. BONTEMPS : L'Esprit Libertaire, 5 fr. (10 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son idéal, sa Philosophie, 30 fr. (40 fr.).

Communisme et Anarchie, 10 fr. (20 fr.).

Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCHER : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.).

Y. FOYER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.).

BARBEDETTE : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Anarchie, 5 fr. (10 fr.).

P. GILLES : L'intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T.L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNOUTS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMMEUX : Catalogue Libéraire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.).

G. LEVAL : Anarchisme et Abandonisme, 20 fr. (30 fr.). — F. RECLUS : L'anarchie, 10 fr. (20 fr.). — A. MON FRÈRE le Payan, 10 fr. (20 fr.). — G. BERNERI : La Société sans Etat, 20 fr. (30 fr.). — L. Michel : Prise de Possession, 20 fr. (30 fr.). — M. LAFFETA : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNESTAN : Lu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — J. GRAVE : La Société mourante et l'Anarchie, 125 fr. (155 fr.).

### ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 fr. (530 fr.). — M. BAKOUNINE : Histoire Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — P. GILLES : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme, 290 fr. (320 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 100 fr. (130 fr.).

### CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'interprétation Marxiste, 5 fr. (8 fr.). — E. RECLUS : La Peine de Mort, 5 fr. (8 fr.). — P.-J. PROUDHON : La Justice poursuivie

## SERVICE DE LIBRAIRIE

par l'Eglise, 500 fr. (570 fr.). — La Révolution Sociale, 500 fr. (570 fr.). — Lettres aux Propriétaires, 500 fr. (570 fr.). — Principes d'Organisation politique, 500 fr. (570 fr.). — J. DUBOIN : L'Economie Distributive, 75 fr. (80 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.).



# LA PRIMIE c'est la prostitution ouvrière

NOUS en avions une pleine voiture, mais ce n'était pas suffisant. Voici maintenant la « prime de productivité ». Une de plus. Il paraît qu'elle n'a rien à voir avec les primes de rendement, qui subsistent. La prime de productivité sera versée tous les 6 mois, ou une fois l'an, suivant les métiers ou emplois.

En bref, cette prime consacre la collaboration capital-travail. De plus en plus, le prolétariat est enfermé dans un réseau serré de règlements et combinaisons tendant à son asservissement total, sous les dehors débordants du libéralisme offrant des récompenses aux « bons ouvriers ».

Vous entendez bien que le patronat ne pouvait, sous peine de lock-out, accorder des augmentations de salaire nominal. Mais comme il est bon prince, généreux, sentimental et loyal, il veut bien reconnaître que la condition ouvrière est tragique. Il offre son remède, il l'impose : prime de productivité. C'est-à-dire participation ouvrière aux bénéfices de l'entreprise. A condition, bien entendu, qu'il y ait. Mais déjà on nous annonce que certaines usines éprouvent de grandes difficultés. Si donc on veut dégager des bénéfices en fin d'exercice, il faut PRODUIRE plus. Cela ne vous dit rien ? Il nous semble avoir déjà entendu cela... Produire plus, afin, nous disent les économistes distingués, de réduire les prix de revient. Mais diminuer les prix de revient, c'est réduire les temps d'usinage, c'est accélérer le travail, c'est réviser les normes, c'est accentuer le rendement. En réalité, donc, cette « prime de

par Fernand ROBERT

productivité » n'est autre chose qu'une prime supplémentaire de rendement. Nos braves collègues des cadres auront beau couper les cheveux en quatre, ils ne parviendront pas à démolir cette vérité. Elle était, au surplus, tellement évidente, que nos ministres souffrirent rudement durant plusieurs jours avant de trouver la formule destinée à nous faire avaler cette couleur. Ils ne voyaient pas la différence... Pour une fois, félicitons-les : il n'y en a pas.

Ainsi, pour assurer notre maigre pain quotidien, nous serons contraints de travailler un peu plus. Ce qui ne saurait empêcher qu'en fin d'année quelques patrons aient pu distribuer cette prime de productivité, vu le manque de bénéfices. Et nous serons « chocolat », car le comité mixte ne pourra mieux faire, à de rares exceptions près, que d'appuyer les directeurs.

D'autre part, puisque le relèvement de la condition ouvrière dépend de la productivité, il ne saurait être question de faire les quarante heures. Bien au contraire, nous dirait-on avec un semblant de raison. On voit tout ce qui se cache derrière ce nouveau « miroir aux alouettes ».

A petits pas, mais cependant très rapidement, la notion de salaire nominal fait place à la notion de productivité individuelle. Le recul est énorme : bientôt, nous en serons tout bonnement à la tâche, en totalité.

Voilà où nous ont conduits cinq années de mensonges, de collaboration, suivies obligatoirement de compromissions et de défections. Et, comme il le disait imprudemment en 1947, dans la « Tribune des Cheminots », J. Duret, secrétaire fédéral de la C.G.T., pourra répéter que « plus la production croît, plus la condition ouvrière empire progressivement ». Au demeurant ce fait n'a rien d'extraordinaire.

Il n'y a pas, non plus, à s'étonner de l'enthousiasme manifesté par la Confédération des Cadres, pour cette prime de productivité. Ils en seront les grands bénéficiaires, sans avoir à travailler plus. Et si, surcroît de fatigue s'abatant sur le dos des ouvriers facilitera l'obéissance, la discipline, chères à ces messieurs.

Pour clôturer tout, l'Eglise se met de la partie et crie bien fort sur l'égoïsme patronal. Mais elle ne propose rien, prudente, laissant planer l'équivoque. En fait, elle approuve cette nouvelle prime, comme il se doit.

Le prolétariat doit réagir vigoureusement contre cette méthode de servage qui va s'amplifiant et prépare une quelconque dictature.

Si M. Bidault veut de la « productivité », qu'il donne l'exemple...

Nous, nous ne sommes pas dupes. Derrière ce bilan de faillite ouvrière que constituent les primes, se profile, sur un même plan, un képi haut placé, présenté sur un plat de libéralisme, et une forte moustache se voulant libératrice et pacifique. Ni l'un, ni l'autre ne nous donneront la liberté.

En combattant la prime de productivité et les autres, nous nous débarrasserons de ces deux dictateurs.

Car tous les deux ont besoin de « productivité » et de rendement. Avec les bras des autres.

## DANS LA BANQUE

# Les marchands de tapis proposent

Dans nos numéros des 3 et 10 mars, nous exposions la position des conventions collectives et des salaires dans la profession.

Nous ne pouvions à ce moment que nous baser sur des rapports officiels, car seule la Force Ouvrière à cette date avait déposé ses revendications à l'A.F.B.

Depuis, la C.G.T.K. et la C.F.T.C. ont déposé les leurs, nous sommes en possession de la résolution adoptée le 4 mars par le C.E. de la section fédérale du Crédit C.G.T. de la copie de la lettre adressée par la Fédération des employés C.F.T.C. au président de l'A.F.B.

Nous avons écrit ce que nous pensions des demandes F.O., nous n'y ajouterons que quelques mots.

Les cadres appartenant à cette fédération sont vraiment très adroits. Ils sont très discrets sur le problème de la hiérarchie, sachant parfaitement que le patronat ne l'oublierait pas ; toutefois leur confiance étant tout de même limitée dans ce domaine, ils ont fait inclure dans le manifeste du 4 mars l'évaluation de la prime d'ancienneté à 60 %. Camarade lino, attention, nous disons soixante pour cent.

Nous ne voulons faire de peine à personne, nous rappellerons simplement les classifications et coefficients correspondants, l'ancienneté et le pourcentage sur les dits coefficients.

Employés :  
A. 2<sup>e</sup> catégorie : vendeurs de nuit, garçons de coffres, hommes de corvée, coefficient 115.

B. 1<sup>re</sup> catégorie : employés débutants et garçons de bureau, coefficient 123.  
Passons immédiatement aux cadres :  
Classe IV, coefficient 275 ; classe V, coefficient 350 ; classe VI, coefficient 400, classe VII, coefficient 450. Nous ne parlerons pas de la classe VIII, car si les précédents, pour la plupart, ne savent s'ils sont patrons ou employés, ceux-ci ne trompent pas personne.

Nous pouvons donc conclure que les cadres de F.O. ont surtout pensé à leurs catégories en faisant cette proposition, car comme le signalait notre manchette la semaine dernière, 5 % sur 15.000 cela fait 750 et 5 % sur 40.000 cela fait 2.000 ; si le jeu vous amuse, vous pouvez poursuivre les calculs.

Après avoir lu  
ce journal  
FAITES-LE CIRCULER !  
Merci

cult, il vous suffira de vous référer au peu du poste en vigueur.

Pour la C.G.T.K.  
La résolution dont nous parlons plus haut, ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà : elle renouvelle les appels à l'union pour le renforcement de la puissance du « moustachu » ; les revendications étant, le prétexte à la constitution de « Comité d'action commune, groupant les adhérents de toutes les organisations et les non-syndiqués ». Si nous les écoutons, ils sont prêts à accepter toutes les suggestions, même des inorganiques, mais comme le dit le fabuliste : « Ce bloc enfarné ne nous dit rien qui vaille ».

D'ailleurs nos camarades métallistes savent ce que valent ces comités ; l'expérience leur a instruits.

Pour la C.F.T.C., nous sommes obligés de constater que nos informations étaient assez justes, puisque notre nu-

**Pour que vive le « Libertaire »**  
C. C. P. 5561-76 Jouin

méro du 10 mars publiait, à quelques détails près, les décisions qui seraient prises les 11 et 12 mars par la commission professionnelle de la Banque de cette fédération.

Nous ne commenterons pas ces textes ; ce que nous écrivions dans le numéro 10 mars, nous le réitérons, étant plus que jamais valable, ils parlent d'ailleurs d'eux-mêmes, et le moindre commentaire diminuerait leur valeur ; « si... ».

Fédération Française des Syndicats Chrétiens d'Employés, Techniciens et Agents de Matrise

A Monsieur le Président de l'Association Professionnelle des Banques  
18, rue Lafayette, PARIS (8<sup>e</sup>)  
Monsieur le Président,

Lors de notre Congrès national des 11 et 12 mars, nous avons tenu une Commission Professionnelle de la Banque avec la participation de nombreux camarades de Paris et de Province.

Nous avons l'honneur de vous exposer l'essentiel de ce qu'unaniment nous avons adopté sur l'urgence question des salaires dans la profession bancaire.

Nous avons tout d'abord estimé que le premier point à déterminer est celui du minimum vital réel pour tout salarié de nos entreprises.

En effet, il est normal, dans une véritable justice sociale, que tout travailleur perçoive un salaire suffisant pour lui permettre — ainsi que son foyer — de mener une vie décente.

C'est pourquoi pour vous présenter une base sérieuse de discussion nous vous proposons de considérer le salaire minimum vital établi par les soins du Secrétariat Economique de notre Confédération.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

# LA POURRITURE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX ET L'ÉCHEC DE LA GRÈVE DE LA METALLURGIE

par Roland DESAGIS

TOUS les travailleurs qui, confiants et décidés, déclenchèrent la grève de la métallurgie de la Région Parisienne, sont rentrés dans leurs entreprises la rage au cœur, après trois semaines ou un mois de lutte perdue. Devant cette défaite, qu'aucune habileté ne peut transformer en victoire, nombreux sont ceux qui condamnent l'incompétence de leurs dirigeants, voire même leur félonie. La C.G.T.F.O.

## Le syndicalisme c'est l'indépendance

C'est pourquoi nous alimenterions savoir — car nous sommes inquiets, n'ayant jamais reçu de réponse — s'il est exact :

Qu'en novembre-décembre 1948, la C.G.T., sous le couvert de solidarité, aurait reçu :

280.000.000 de francs de Prague, le 10 novembre 1948 ; 8.890.000 frs de Moscou, le 16 novembre 1948 ; 57.472.000 francs de Moscou, le 24 novembre 1948 ; 190.140.000 francs de Moscou, le 1<sup>er</sup> janvier 1949 ; 15.604.000 francs de Budapest, le 1<sup>er</sup> janvier 1949 ; 12.700.000 francs de Sofia, le 1<sup>er</sup> janvier 1949, par l'intermédiaire de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord, Société anonyme régie par la loi de 1887, dont le capital est divisé en 100.000 actions, appartenant pour la plus grande part (exactement 99.700 actions) à deux banques d'Etat soviétique : la Banque nationale et la Banque du Commerce extérieur, et dont les 300 autres actions appartiennent à des particuliers russes et français.

Parce que, si c'était vrai, on pourrait douter de tout...

XXX

n'est certes pas la moins accusée. Les réformistes responsables aux divers échelons ont, dans la majorité des cas, trahi leur mandat. Sous le fallacieux prétexte d'un anti-communisme étié, qui ne trouve nulle part sur ce terrain sa justification, ils ont bisié la grève de ceux qui continuaient, combien puérilement, à leur accorder leur confiance. Les démissions retentissantes ne sont qu'un prélude du dépérissement de la boutique à Joux.

Mais la Centrale stalinienne n'en est pas moins ébranlée. Selon une vieille tactique, elle a tiré le maximum d'une réaction qu'un opportuniste politique élémentaire lui conseillait de ne pas susciter. Réfrénant ici le développement, provoquant là des débrayages, les stratèges de la C.G.T. ont exploité la misère extrême des travailleurs, masquant par des déclarations incendiaires, leur vrai visage de renégats. Le vieux batracien du Komintern, Benoist Frachon, a senti, en bon apothicaire, la vague de mécontentement et d'indignation qui soulève les syndiqués, dont la fidélité hier à toute épreuve, commence à s'effiloche. Aussi, marquant bien l'indépendance des combattants dits de la paix à l'égard du P.C.F., profite-t-il des assises nationales des troupes de Y. Farge, pour rassembler ses militants afin de leur prodiguer le réconfort de la foi marxiste et aussi de les persuader, s'ils en doutaient, que cette fois encore les professionnels de la revendication ont défendu « les intérêts légitimes et les droits imprescriptibles des travailleurs français ». Et de donner de la verge contre le râble charnu des scissionnistes trumaniens. Et de désigner le glorieux rouillé de la III<sup>e</sup> Internationale. Et de rappeler, afin que personne ne l'oublie, que le camp de la paix se trouve derrière le rideau de fer à l'abri des barbelés. L'élection du camarade général Staline en est un vivant exemple. Et de rappeler que la discipline du parti ne saurait tolérer une prolifération de lubriques vipères. Et enfin, parodiant Jaurès : « Dans la préparation à la guerre et dans la guerre, les profits des capitalistes deviennent plus considérables ». Il fallait une gueule de dialecticien hardi pour découvrir cette vérité que n'ignore pas le plus branchu des cornards.

Le pauvre prolo qui ne demande pas d'analyses aussi « profondes » voudrait bien savoir comment les apôtres éclairés entendent faire aboutir la revendication des 3.000.

Mais nous y voilà. Le camarade Benoist a tout prévu. « La lutte se développera sous les formes les plus diverses dans toutes les entreprises et elle se poursuivra ici et là, plus ample ici, plus diluée là ». C'est la vieille méthode, ravalée au rang d'une partie de cochec pour café du Commerce, des grèves tournantes qui a démontré ses preuves d'inefficacité.

**Il n'y aura de liberté pour les citoyens, d'ordre pour les sociétés, d'union entre les travailleurs, que lorsque le renoncement à l'autorité aura remplacé dans le catéchisme politique la foi à l'autorité.**  
PROUDHON.

## A Saint-Montant (Ardèche)

Au barrage de retenue de Donzère-Mondragon (Barrage-Viviers St-Montand, Société G.T.M., Grands Travaux de Marseille), les travailleurs sont en grève depuis le 28 février.

Là comme ailleurs, le gouvernement use de la force pour briser le mouve-

### 2<sup>e</sup> RÉGION

COMMISSION JEUNES — EDUCATION

Le CENTRE DE FORMATION DU MILITANT, après un travail de cinq mois, va achever, au cours du mois de mars, le cycle d'études doctrinales et celui de Conseils et Exercices pratiques.

Dès avril, nos camarades vont pouvoir, dans les diverses activités militantes (commissions, groupes locaux, groupes d'usines, propagande générale), mesurer l'importance de leur acquis.

Nous demandons aux groupes, dans l'organisation de leurs conférences et meetings, de prévoir un temps de parole, bref, pour nos orateurs débutants.

Pour l'inscription au Centre, se renseigner au 145, quai de Valmy.

Le prolétariat ne saurait s'accommoder de ces manèges de chevaux de bois. Tous les mouvements hybrides déclanchés au gré des volontés fantaisistes des états-majors, bien loin de renforcer le prolétariat, ont eu comme conséquence d'émousser sa combativité et de le confiner dans un corporatisme égoïste.

## A la C.G.T. - F.O.

### Un tournant du Syndicalisme ?

Le Congrès de la Fédération des Métaux doit s'ouvrir cette semaine. Il constituera un critère à la fois dans les possibilités de redressement de la Centrale et dans les efforts qui pourraient être faits ultérieurement pour un regroupement de tous les syndicalistes libres. Les deux problèmes se rejoignent dans la désignation des militants appelés à diriger l'organisation à l'issue du Congrès.

Présentement Chevalme assure une direction qui est le reflet de son propre syndicalisme. En effet, depuis quelque temps ans il incarne un syndicalisme réformard, tortillant et sinueux dont l'activité est déterminante dans les couloirs où son habileté manœuvrière demeure légendaire.

L'heure présente appelle d'autres qualités et si quelquefois cet académicien du syndicalisme se réclame de Merheim, disons tout de suite que la pesanteur d'un tel nom écrase massivement l'ancien secrétaire de l'U.D. de Belfort.

Il faut maintenant que des ouvriers venant de la base soient appelés aux leviers de commande afin d'examiner objectivement les problèmes de leur corporation et aussi pour opérer le rassemblement indispensable de toutes les formations métallurgiques anti-staliniennes afin de lutter contre la réaction sociale et les dangers de totalitarisme.

Chevalme a prévu le coup, aussi a-t-il entrepris de refaire les promenades d'un touriste de Hendhal, avec l'esprit en moins, bien entendu. Il accourt dans toutes les assemblées générales, discourt, ergote, manœuvre, promet, défait, raccommode, en un mot, il est partout ayant au besoin l'appui confédéral acquis à la suite des interventions, genre brosse à reluire, de ses serviteurs du Bureau Fédéral et certains créatures du Syndicat parisien.

Mais souhitions que la consultation démocratique de tous les militants F.O. déjoue les exercices de cirque du bonze étoilé ; que ceux-ci prennent garde et qu'ils pèsent leur responsabilité tant en regard de leur propre organisation que vis-à-vis du mouvement ouvrier libre.

Le principal atout de Chevalme réside dans l'étrange comportement du Syndicat F.O. des Métaux de la R.P., dans la peur d'occasionner quelques désagréments. Gontran Valéry, secrétaire et coadjuteur que ses intimes appellent « Hubert les belles bottes » n'a pas cru devoir réunir le congrès, il importe aux camarades parisiens d'exiger

Comment ! La grève générale n'est pas possible ? Alors que l'on cesse de nous rebattre les oreilles avec la prétendue influence de la C.G.T. sur la majorité des travailleurs. Avec une majorité on fait la grève générale. Si les bonzes de la rue Lafayette ne la déclanchent pas, ou bien ce sont des incapables, ou bien alors ce sont des traîtres, ce qui n'exclut pas la première hypothèse.

LE COMPRENDEZ-VOUS, CAMARADES ?

la consultation libre afin d'éviter l'ascension de ce personnage pittoresque, techniquement dans son langage et ses aspects extérieurs évoquant le trop fameux Saltarello de « La Mascotte ».

A l'œuvre ; l'heure est grave. Sans animosité nous pensons que Chevalme doit être admis à faire valoir ses droits à la retraite, car le maintien, sans limite d'âge, suppose avoir commandé devant l'ennemi, ce qui serait beaucoup dire, Epris de gentillesse, nous pensons qu'afin d'adoucir son départ, on pourrait lui décerner une citation « Pour l'efficacité » avec le motif suivant :

« Pendant 30 ans s'est couvert de gloire et de dévouement dans les besognes les plus obscures, restera l'émulation parfaite du syndicaliste, de boutique et de compromission, qui trahit l'idéal de grandeur et de justice qu'ont illustré Varlin, Pelloutier, Pouget, Merheim et tant d'autres ».

MANIVEL.

## La fédération F.O. des métaux joue à « bureaux fermés »

Comme tant d'autres travailleurs, les métallurgistes, fatigués de la tutelle de la Fédération des Métaux de la C.G.T. et du parti communiste, constitueront, fin 1947, une nouvelle Fédération adhérente à Force Ouvrière.

Ils confient, par méconnaissance, la destinée de cette nouvelle Fédération à un vieux chevronné de l'intrigue — confondant le syndicalisme avec une maison de commerce — disparu depuis longtemps de l'activité syndicale.

Indiscutablement, cette nouvelle Fédération ne pouvait que prospérer entre les mains d'un homme d'une telle valeur, faire le plein en quelques mois et absorber tous les métallurgistes de France.

Ignorant une telle prospérité, due à l'activité infatigable de ce militant aimé et éprouvé, des métallurgistes de Boulogne-Billancourt ont constitué un Syndicat F.O. des Métaux et ont eu l'audace de demander leur adhésion à cette Fédération pour rejoindre les autres métallurgistes.

L'illustre et ineffable Secrétaire Général de la Fédération faisait savoir à ces ignorants qu'elle était au complet, qu'elle jouait à bureaux fermés déjà depuis longtemps et qu'elle ne pouvait par conséquent accepter de nouveaux venus.

L'Empereur des Métallurgistes de France et d'Outre-Mer a dit non aux métallurgistes de la R.N.U.R. ; à eux de s'incliner devant le maître des destinées de la Fédération.

La démocratie est en marche. Vive la dictature.

Un groupe de vieux syndiqués F.O. de la Régie Nationale des Usines Renault.



POUR  
L'ENTR'AIDE

Dans la dernière page internationale du Lib nous rappelions l'attaque de trois jeunes camarades de la Fédération Anarchiste Ligurienne contre le consulat franquiste de Gênes.

Un Comité s'est constitué pour défendre ces militants.

Deux de nos jeunes camarades s'empressent.

Souscrivez à Moine, 10, rue Bichat, Paris, C.C.P. Paris 4730-94.